



Centre canadien sur
**les dépendances et
l'usage de substances**

Données. Engagement. Résultats.

www.ccdus.ca • www.ccsa.ca

Appel de propositions

Comblar les lacunes dans la recherche sur le cannabis

Date de lancement : 27 juillet 2020

Date de clôture : 4 septembre 2020

Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
75, rue Albert, bureau 500
Ottawa (ON) K1P 5E7
Tél. : 613-235-4048
Courriel : info@ccsa.ca



1.0 Introduction

1.1 Contexte du projet

Depuis la légalisation et la réglementation du cannabis à des fins non médicales en octobre 2018, les modes de consommation du cannabis des Canadiens se sont multipliés et diversifiés. Des données sont certes recueillies pour évaluer les répercussions de la légalisation du cannabis non médical sur la santé et la sécurité publiques, mais des écarts dans les connaissances restent à combler. Le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS) cherche à combler ces lacunes et à contribuer à l'examen du cadre établi par la [Loi sur le cannabis](#).

1.2 Le CCDUS

Le CCDUS est le seul organisme canadien titulaire d'un mandat législatif national visant à réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres substances sur la population canadienne. Le CCDUS a été créé par une loi du Parlement afin de fournir un leadership national pour aborder la consommation de substances au Canada. À titre d'organisme de confiance, il offre des conseils aux décideurs en profitant du pouvoir des recherches, en cultivant les connaissances et en rassemblant divers points de vue. Le CCDUS assume plusieurs fonctions stratégiques de base, dont offrir un leadership, établir des partenariats stratégiques, faire progresser les recherches et mobiliser les connaissances. En collaboration avec ses partenaires, le CCDUS aide à mobiliser les efforts individuels et collectifs pour prendre en charge le grave problème de santé et de société qu'est la consommation problématique de substances.

1.3 Objectifs du projet

Le CCDUS lance cet appel de propositions pour combler les lacunes dans les données sur l'usage de cannabis au Canada et pour recueillir de l'information dans des secteurs moins étudiés afin de contribuer à l'étude des effets et de l'efficacité des politiques, des règlements et des programmes liés au cannabis. Les données générées par cette recherche serviront à orienter l'élaboration de politiques, de programmes et de pratiques favorisant l'adoption d'une approche de santé publique optimale quant à l'usage de cannabis non médical.

Un grand objectif de cet appel de propositions est aussi d'orienter l'examen de la *Loi sur le cannabis* prévu après trois ans d'application en vertu de l'article 151.1 (1). **L'échéancier du projet a donc été établi de façon à s'assurer que Santé Canada ait accès au rapport intérimaire et aux résultats préliminaires pendant son processus de collecte des données nécessaires à l'examen.** Cet examen de la loi portera sur ses répercussions sur la santé publique dans son ensemble, et plus précisément sur ses effets sur :

1. La santé et les habitudes de consommation des jeunes concernant le cannabis;
2. L'usage de cannabis chez les peuples et communautés autochtones;
3. La culture de plants de cannabis dans les habitations.

Le présent appel de propositions permettra de financer de la recherche factuelle sur les secteurs prioritaires énumérés plus loin. À noter toutefois que les propositions peuvent aborder d'autres sujets et d'autres questions de recherche en lien avec le cannabis, dans la mesure où elles visent les grands objectifs mentionnés précédemment. Le CCDUS exige en outre que les propositions tiennent compte des effets du sexe, du genre, de l'âge, de l'équité et de la diversité.



Secteurs prioritaires de recherche sur le cannabis

- Usage de cannabis chez les jeunes
- Usage problématique de cannabis et trouble lié à l'usage de cannabis
- Incidence de différentes variables sur les habitudes d'usage de cannabis
- Habitudes d'usage de cannabis à risque accru (p. ex. fréquence et puissance)
- Modes d'usage du cannabis (fumer, vapoter, ingérer, etc.)
- Usage d'autres substances et polyconsommation
- Usage de cannabis chez les peuples et communautés autochtones
- Usage de cannabis pendant la grossesse et l'allaitement
- Activités illégales en lien avec le cannabis (p. ex. changements dans le crime organisé, fardeau pour le système de justice)
- Incidence de la légalisation du cannabis sur l'achat et l'offre de cannabis illégal
- Effets de différents modèles de vente et types de réglementation du cannabis sur la santé et l'économie
- Incidence de l'usage de cannabis sur les services de santé, y compris sur les hospitalisations et les centres antipoison
- Admissions en traitement en lien avec l'usage de cannabis
- Blessures et décès associés à l'usage de cannabis
- Facteurs qui incitent à consommer du cannabis, surtout ceux ciblant les jeunes, y compris les mesures prises pour contrer l'influence des médias sociaux, de la publicité, etc.
- Incidence de la légalisation du cannabis non médical sur l'usage de cannabis médical, y compris sur les attitudes envers l'usage de cannabis médical et l'industrie du cannabis médical
- Incidence des exigences en matière d'emballage et d'étiquetage du cannabis, dont les étiquettes de mise en garde
- Incidence de la réglementation sur l'image de marque, la commercialisation et la promotion du cannabis
- Statistiques sur la conduite avec facultés affaiblies par la drogue
- Culture du cannabis à domicile

Depuis la légalisation, les modes de consommation du cannabis ont évolué, et des inquiétudes ont été soulevées quant à la possible influence de ces habitudes changeantes sur la sécurité et le bien-être des Canadiens. Le présent appel de propositions prévoit la réalisation de recherche qui comblera les lacunes dans les connaissances et sera essentielle au public et aux acteurs concernés pour étayer et évaluer les répercussions de la réglementation sur le cannabis.



2.0 Principes directeurs

2.1 Admissibilité

L'appel de propositions invite les universitaires, chercheurs, professionnels de la santé et autres acteurs du domaine des dépendances et de l'usage de substances au Canada à soumettre une proposition complète portant sur l'un des secteurs prioritaires de recherche sur le cannabis mentionnés précédemment. Les soumissionnaires doivent démontrer une bonne connaissance des politiques sur le cannabis et avoir de l'expérience avec des méthodologies de recherche faisant appel à des sources de données pertinentes pour réaliser un travail factuel.

2.2 Financement

Chaque contrat sera assorti d'un financement maximal de 100 000 \$. Selon l'ampleur du projet, son budget et le sujet abordé, et pour éviter le dédoublement des efforts, des soumissionnaires pourraient être invités à collaborer si la portée et le mandat de leurs propositions se recoupent.

2.3 Exigences à respecter

Les propositions doivent suivre la structure suivante :

Page couverture (maximum 1 page)

- Titre du projet
- Nom des membres de l'équipe et leurs titres, affiliations et coordonnées

Proposition (maximum 5 pages)

- Contexte
- Objectifs
- Méthodes
- Échéancier
- Livrables
- Incidence et importance du projet (maximum 500 mots)

Annexes

- Bibliographie (en format APA)
- Budget et justification
- Curriculum vitae de chaque membre de l'équipe soulignant son expérience pertinente en recherche sur le cannabis et les politiques
- Un paragraphe (maximum 200 mots) qui explique comment le projet tiendra compte du sexe, du genre, de l'âge, de l'équité et de la diversité. Le CCDUS exige que les soumissionnaires respectent cette exigence dans leur recherche afin de créer des données, des conseils et des points de vue plus utiles et propres à différents groupes de Canadiens. Pour en savoir plus sur la façon d'intégrer ce type d'analyse à la recherche, voir [Analyse tenant compte du sexe, du genre et de l'équité](#).



2.4 Échéances et responsabilités

- Date limite pour soumettre une proposition : 4 septembre 2020
- Sélection des propositions : 2 octobre 2020
- Début des projets : semaine du 5 octobre 2020
- Rapport intérimaire, avec résultats préliminaires : 1^{er} mars 2021
- Remise du rapport définitif : 18 mars 2022

3.0 Critères d'évaluation des propositions

Les propositions seront évaluées selon les critères suivants :

1. Incidence et importance prévues du projet de recherche proposé
2. Expérience, qualifications, expertise pertinente et capacité de recherche du soumissionnaire et de l'équipe proposée, le cas échéant
3. Compréhension, par le soumissionnaire, des exigences à respecter (la question de recherche doit cadrer avec les secteurs prioritaires et contribuer aux objectifs décrits dans l'appel de propositions)
4. Demande et justification budgétaires raisonnables
5. Méthodologie proposée, qui doit notamment être faisable et complète
6. Respect des échéances, dont la capacité à produire le rapport intérimaire dans les délais
7. Plan de recherche qui tient compte de considérations liées au sexe, au genre, à l'âge, à l'équité et à la diversité
8. Clarté et présentation générales de la proposition et respect de la structure décrite

4.0 Processus de soumission

Date limite pour soumettre une proposition : 4 septembre 2020

Les propositions doivent être envoyées par courriel à l'adresse ci-dessous en tant que pièces jointes (format numérique) et reçues d'ici le vendredi 4 septembre 2020 à 15 h (HNE) :

Karen Pacheco, analyste et coordonnatrice de la recherche
Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
Courriel : kpacheco@ccsa.ca

Les soumissionnaires sont invités à informer Karen Pacheco de leur intention de présenter une proposition, avant de lui faire parvenir la proposition. Les frais engagés pour la préparation et l'envoi des propositions sont assumés par les soumissionnaires et ne seront pas pris en charge par le CCDUS.

Pour toute question concernant cet appel de propositions, communiquez avec Karen Pacheco (kpacheco@ccsa.ca). Le CCDUS répondra aux questions dans les deux jours ouvrables suivant leur réception. Les questions et les réponses seront communiquées à tous les soumissionnaires ayant signifié leur intention de présenter une proposition.



Centre canadien sur
les dépendances et
l'usage de substances

Le CCDUS a été créé par le Parlement afin de fournir un leadership national pour aborder la consommation de substances au Canada. À titre d'organisme digne de confiance, il offre des conseils aux décideurs partout au pays en profitant du pouvoir des recherches, en cultivant les connaissances et en rassemblant divers points de vue.

Les activités et les produits du CCDUS sont réalisés grâce à une contribution financière de Santé Canada. Les opinions exprimées par le CCDUS ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.